

## Grippe A (H1N1) : en plus et au-delà des informations circulantes !

### **Nous sommes certes face à une pandémie, mais plus inégaux que jamais**

Tous les pays sont pratiquement atteints. A des degrés divers, certes. Avec des niveaux de gestion plus ou moins coordonnées. Mais surtout, avec des moyens peu comparables.

### **Nous vivons la propagation rapide d'un virus peu virulent, pour le moment**

Du moins à cette date, la combinaison virale en circulation se propage avec une forte contagiosité tout en restant peu pathogène et faiblement létale.

### **D'énormes dispositifs sont à l'œuvre, des enjeux tout aussi importants**

La décision de faire fabriquer un vaccin par les laboratoires positionnés a été prise.

La décision de vacciner et les modalités restent dépendante de la pathogénicité de la pandémie.

Une nouvelle économie fait face à une autre économie. Les traitements, les moyens préventifs coûtent et rapportent. Les bouleversements dans la circulation des hommes et des marchandises peuvent coûter très chers.

### **4 questions, tout au moins**

#### Catastrophisme ou gestion par anticipation ?

Risque amplifié, manipulations ? Ou, attitude de précaution compte tenu des incertitudes. Dans ces deux postures, les positions s'affirment et s'expriment. Une sorte d'évolution « mi figue, mi raisin » qui conforte tout le monde ! Qui dit ou peut dire la vérité ? Si nous évitons le pire, les sceptiques auront eu raison. Si nous vivons le pire, les précautionneux auront eu le sens de l'anticipation.

#### La communication en cause, ou pas seulement ?

L'information, tantôt savante, tantôt pragmatique, n'est pas convaincante face à une situation aussi complexe. Au-delà des efforts de ceux qui essaient de faire leurs métiers, il y a ceux qui ont la propriété des médias et des décisions. De quelles logiques s'agit-il ?

#### Une gestion publique plus politique que stratégique ?

En fait, c'est la gestion publique, nationale et internationale, qui est en cause. En plus des enjeux politiques et financiers, cette gestion reste sur **un mode décalé**. Les pouvoirs sont sur la logique d'instruire le citoyen. Alors qu'une telle situation, surtout si elle s'aggravait, nécessite que les pouvoirs facilitent l'initiative créatrice des citoyens.

C'est une directrice d'école qui a improvisé le mode d'intervention face à la survenue de cas multiples et bénins. Il a fallu repenser la place des médecins généralistes comme porte d'entrée plutôt que le centre 15 et l'hôpital.

On attend encore pour définir la place des autres professionnels du soin, ceux de la santé, et des autres catégories ? Le politique ou le décideur a du mal à comprendre que face à une pandémie virulente, les urgences et la diversité des situations ne peuvent être prises en charge que par la multiplicité des initiatives citoyennes accompagnées par les institutions. L'adaptabilité est à ce prix.

#### Pourquoi si peu de débat face à de tels enjeux financiers ?

Qui va payer les millions d'euros dédiés aux traitements, aux vaccins ? Qui va assumer les dépenses de précaution ? Les erreurs décisionnelles ?

Et l'accès aux plus pauvres ? On en est encore aux dons et aux rabais consentis généreusement pas les uns et les autres. Et pourtant, n'est ce pas là une occasion historique pour surmonter les logiques des appropriations privées à travers les brevets pour mettre les traitements et les vaccins dans le domaine public ?

La manière dont sont encore arbitrés de tels enjeux donnent un point d'avance aux sceptiques!